

**ASSEMBLéE GéNéRALE 7 JUIN 2019**

**L’industrie laitière belge: actualités**

Embargo vendredi 7 juin 2019 - 13 heures (après l’assemblée annuelle)

 **Exposé de Catherine Pycke, Présidente BCZ – CBL**

Chers invités,

Chers collègues,

Mesdames et Messieurs,

Je vous souhaite cordialement la bienvenue à l’assemblée annuelle de la CBL.

Le 1er janvier dernier, j’ai repris le flambeau de Luc Van Impe en tant que présidente de la CBL.

Pour la première fois dans son histoire, la CBL a une présidente. Je relève volontiers ce défi et espère pouvoir être en quelque sorte un modèle pour toutes les femmes entrepreneures au sein de notre secteur alimentaire et agricole.

Mon prédécesseur a fait évoluer la CBL et son travail a permis d’obtenir des avancées dans nos priorités. Le renforcement de la durabilité de notre secteur, une communication active et améliorée et bien entendu la recherche d’un cadre au sein duquel notre industrie laitière pourra continuer à entreprendre de façon responsable et à créer de la prospérité.

Bien des choses ont déjà été réalisées depuis le peu de temps que j’ai accédé à la présidence, j’y reviendrai tout à l’heure, et il s’est produit aussi beaucoup de choses autour de nous.

Comme ce jeudi 10 janvier où, de façon soudaine et inattendue, 3.000 jeunes se sont rassemblés à Bruxelles. Anuna De Wever et Kyra Gantois les avaient appelés via Facebook à sécher les cours pour manifester en faveur du climat. Elles s’étaient inspirées de Greta Thunberg, une étudiante suédoise de 16 ans, la toute première à s’être absentée des cours pour défendre la cause du climat. Elles ont manifestement touché une corde sensible auprès de nombreux autres jeunes puisque deux semaines plus tard 35.000 étudiants descendaient dans la rue.

20 marches pour le climat plus tard et au lendemain des élections de mai, il a fallu se rendre à l’évidence: le citoyen a moins suivi les jeunes que prévu. Des messages climatiques positifs n’ont peut-être pas été suffisamment entendus, à savoir que la technologie offre bien des possibilités de réduire les gaz à effet de serre et qu’une série de mesures climatiques peuvent avoir également des répercussions économiques positives.

Le secteur laitier, les producteurs laitiers et les transformateurs de lait n’ont pas attendu les marches pour le climat, mais ont uni leurs forces dès 2014 pour mettre en place un monitoring de la durabilité et le déployer dans l’ensemble du pays. Mes prédécesseurs ont rapporté chaque année les résultats dans le monitoring de la durabilité et je le ferai aussi cette année.

Comme vous le savez, nous réalisons le monitoring de la durabilité à travers l’ensemble de la chaîne: de l’exploitation laitière à la transformation du lait dans les laiteries en passant par la collecte du lait.

Au niveau de **l’exploitation laitière**, la première période a couru de 2014 à fin 2016. Les mêmes exploitations ont été à nouveau auditées lors d’une deuxième période. Si nous établissons une comparaison au sein du même groupe de producteurs laitiers, par exemple de 2015 à 2018, nous constatons que le nombre moyen d’initiatives de durabilité augmente de 11,3 à 15,4. C’est un beau progrès.

Si nous nous penchons sur quelques initiatives de durabilité individuelles, nous constatons avec fierté que 30% des fournisseurs laitiers produisent personnellement de l’électricité verte, soit via des panneaux solaires, soit par le biais d’installations de micro-biométhanisation. Ils étaient 25% en 2015. En nourrissant leur bétail avec des flux secondaires de l’industrie alimentaire, les producteurs laitiers contribuent à l’agriculture circulaire et réduisent considérablement l’empreinte carbone. Mais pas moins de 56% de tous les producteurs laitiers donnent de tels flux secondaires à leur bétail. Les sources d’eau alternatives, qui représentent 41%, donnent un bon résultat. Le recyclage de l’eau, 14% des exploitations laitières, peut être encore amélioré. Il en va de même pour la biodiversité.

Penchons-nous maintenant sur la **collecte de lait**. Sur la période 2011-2018, en 7 ans, la consommation de carburant par 1.000 litres de lait collecté a diminué de 14%. En 2018, nous avons utilisé 8% de camions de collecte en moins qu’en 2011, alors que nous avons collecté 24% de lait en plus. Le nombre de camions de collecte qui répondent à la norme EURO 6, la plus stricte, a augmenté de 6% à 69% en 3 ans. Dans le cadre de l’optimisation extrême de la collecte de lait, l’économie et la durabilité vont de pair.

En ce qui concerne la **transformation du lait**, nous monitorons une série de paramètres, parmi lesquels la consommation énergétique et les émissions de CO2. Tout comme l’année dernière, je souhaite m’étendre sur la consommation d’eau. Ce paramètre n’est pas aussi facile à réduire en raison de l’assortiment de produits laitiers qui doivent répondre à des critères de qualité et d’hygiène de plus en plus stricts. Sur les 12 sites de production que nous monitorons et qui représentent 90% du lait transformé dans notre pays, le volume de lait transformé a augmenté d’environ 9% par rapport à 2017. En termes absolus, la consommation d’eau a même très légèrement diminué, de sorte que nous consommons un peu plus de 9% d’eau en moins par 1.000 litres de lait transformé. Nous n’avons eu besoin que de 2% d’énergie en plus pour transformer les 9% de lait supplémentaires.

Après la sécheresse de 2018, un début d’année sec en 2019 et avec un plan de découplage pour l’eau en Flandre, chacun est désormais conscient de l’importance de réduire la consommation d’eau et si possible de réutiliser l’eau. En 10 ans, l’industrie laitière a consommé 30% d’eau en moins par 1.000 litres de lait transformé. L’industrie laitière investit dans une série de projets de sorte que nous réaliserons encore des progrès considérables à relativement court terme. Il n’est pas toujours évident de réutiliser l’eau, entre autres en raison de la situation spécifique des entreprises et de l’origine de l’eau. En concertation avec l’AFSCA, le secteur cherche à élargir les possibilités d’application de l’eau qui est générée lors de la transformation du lait. La garantie de la sécurité alimentaire demeure la première des priorités.

La deuxième période du monitoring de la durabilité dans les exploitations laitières se terminera à la fin de cette année. A ce moment, toutes les exploitations laitières de notre pays auront été auditées à 2 reprises. Compte tenu des efforts nécessaires sur le plan climatique et en réponse aux souhaits grandissants de nos clients, tant la distribution que le B2B, la CBL a présenté à nos partenaires les organisations agricoles une proposition en vue d’une ambitieuse mise à jour de notre monitoring de la durabilité. Non seulement nous proposons des critères supplémentaires sur base des demandes de nos clients, mais nous voulons aussi soulager les producteurs laitiers en puisant directement une part importante des informations nécessaires dans des bases de données existantes. Ces informations ne devront plus être réclamées via l’audit et ce sera plus rapide et plus fiable. Nous demanderons bien entendu le consentement des producteurs laitiers pour ce faire. Des accords précis seront conclus sur la façon dont nous gérerons une série de données. En 2014, nous avons été le premier secteur et la première filière de l’agriculture à avoir eu le courage d’entreprendre un monitoring de la durabilité. 5 ans plus tard, ces efforts sont appréciés par divers stakeholders et d’autres secteurs entreprennent une initiative similaire. Les évolutions sur le terrain ont donné raison à notre initiative. Ayons à nouveau le courage, avec un sens des réalités et de bons accords, de franchir un nouveau pas important. De la sorte, nous prenons dès à présent notre responsabilité sociétale envers la génération à venir.

Les organisations agricoles et l’industrie laitière ont une longue tradition de collaboration interprofessionnelle. Le monitoring de la durabilité dont je viens de vous parler en est un excellent exemple. Nous nous engageons aussi résolument dans la collaboration à plusieurs niveaux: qualité, garantie, relations entre les partenaires de la chaîne et nous recherchons des solutions qui représentent une opération win-win pour tous les partenaires.

Un grand nombre de ces initiatives ont été mises en place par le biais de structures de concertation interprofessionnelles informelles. Maintenant que les autorités se retirent quelque peu à différents niveaux de politique et vu l’importance grandissante d’une chaîne laitière efficace, les organisations agricoles et BCZ-CBL ont décidé de donner une structure formelle à leur collaboration en créant une organisation de branche. L’asbl MilkBE a été constituée le 18 mars et nous disposons maintenant, tout comme la France avec la CNIEL et les Pays-Bas avec ZuivelNL, d’une organisation de branche officielle dotée d’une structure juridique. Si MilkBE est encore jeune et doit encore grandir, elle possède un important potentiel pour relever des défis et assumer des responsabilités sociétales dans l’intérêt du secteur laitier.

Entre temps, le Conseil d’administration et les 4 groupes de travail sont totalement opérationnels et leurs agendas sont bien remplis. La mise à jour du monitoring de la durabilité est déjà un des défis pour la jeune organisation de branche. La nouvelle réglementation relative au paiement de la qualité du lait, le botulisme, le cahier des charges QFL et l’enregistrement des antibiotiques ne sont que quelques-uns des dossiers à l’ordre du jour.

Le marché laitier, un sujet qui revient chaque année, sera présenté par notre administrateur délégué Renaat Debergh. Je tiens néanmoins à souligner tout spécialement l’impact de certains événements au niveau mondial ou plus près de chez nous en Europe.

La saga politique du Brexit à laquelle nous avons assisté jusqu’à présent est déplorable et méprisable. Aucun citoyen, que ce soit au Royaume-Uni ou dans l’Union européenne, ne mérite d’être confronté aux douloureux effets économiques d’une classe politique indécise. Les intérêts en jeu sont immenses. Un tant soit peu de sens des réalités et la volonté d’aboutir à une solution négociée peuvent prévenir de nombreux dommages superflus, économiques et autres. Bien que l’attention envers le Brexit ait faibli en raison de son report au 31 octobre, la perspective d’une solution négociée paraît plus éloignée que jamais.

Avec un taux d’auto-approvisionnement de 77%, le Royaume-Uni est importateur net de produits laitiers. Il est le 4e marché important pour les produits laitiers belges après les Pays-Bas, la France et l’Allemagne, mais devant l’Italie. En 2018, notre pays a exporté des produits laitiers vers le Royaume-Uni pour une valeur de 321 millions d’euros. Il s’agit essentiellement de fromage, de boissons lactées, de poudre de lait, de yaourt et de glace de consommation.

Beaucoup plus importantes encore sont les exportations de l’Union européenne vers le Royaume-Uni. En ce qui concerne le fromage, les exportations de l’Union européenne vers le Royaume-Uni sont 2 fois plus importantes que le volume jadis exporté par l’Union européenne vers la Russie. Le Royaume-Uni ne pourra se permettre dans un premier temps d’imposer un droit à l’importation élevé, au risque d’être confronté à des hausses de prix considérables. Mais il est clair que les problèmes administratifs et logistiques à eux seuls auront déjà un impact négatif sur les relations commerciales. Tous les entrepreneurs, que ce soit dans l’Union européenne ou au Royaume-Uni, préfèrent une solution négociée.

A côté du Brexit, une série de conflits commerciaux peuvent également nuire au marché laitier. La perspective d’une résolution satisfaisante du conflit commercial entre les USA et la Chine s’éloigne peu à peu. Ceci, avec tous les autres litiges, ralentit la croissance économique en Chine et dans le monde. L’évolution de la consommation mondiale de lait et de produits laitiers, qui n’est pas sans importance pour notre situation laitière, est en relation linéaire avec l’évolution de l’économie mondiale. Du reste, la Chine est le principal importateur de produits laitiers au monde.

Le Brexit et les autres conflits commerciaux peuvent avoir de très lourdes répercussions sur l’actuel marché laitier relativement stable.

Enfin, je souhaite encore évoquer brièvement une pratique alimentaire qui retient fortement l’attention des médias, je veux parler du véganisme. L’Académie Royale de Médecine de Belgique a récemment formulé un avis on ne peut plus clair: le véganisme est inadapté pour les enfants à naître, les enfants, les adolescents et pour les femmes enceintes et allaitantes. L’avis de l’Académie avait été sollicité par un Délégué aux droits de l’enfant. D’autres instances officielles se penchent aussi sur le sujet. Je le constate et j’ose espérer que ceux qui envisagent de modifier radicalement leur comportement alimentaire s’informeront correctement au préalable et surtout que les enfants ne seront pas les victimes des décisions irréfléchies des adultes.

*Mesdames et Messieurs,*

*En 2018, l’industrie laitière a poursuivi ses efforts de renforcement de la durabilité du secteur. Notre système de monitoring montre que nos efforts produisent des résultats. La pression sociale se fait de plus en plus forte pour que nous intensifiions nos efforts. Avec nos partenaires, les organisations agricoles, nous espérons pouvoir réaliser de nouvelles avancées avec MilkBE.*

*Notre orateur invité du jour, Martin Scholten, va nous entretenir au sujet des thèmes durabilité et climat, 2 thèmes très à l’ordre du jour aux Pays-Bas. Martin Scholten estime que le secteur laitier a un rôle important à jouer au sein de l’agriculture circulaire. Je suis dès lors impatiente d’entendre son point de vue.*

*Mais je souhaite laisser d’abord la parole à notre administrateur délégué qui va vous exposer les faits les plus marquants de l’année laitière écoulée et la dynamique du secteur laitier.*

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*